

Le budget limite l'intervention de la Commission européenne

© 16/04/2020 |  Terre-net Média

Le budget européen limite les capacités d'intervention de l'UE pour soutenir les marchés agricoles plombés par la crise du coronavirus, a expliqué mercredi le commissaire à l'agriculture Janusz Wojciechowski.

Lait, viande (bovine notamment), horticulture, vin... : plusieurs secteurs agricoles souffrent particulièrement de **la crise provoquée par la pandémie** car ils sont privés de leurs principaux débouchés commerciaux. Le secteur des fruits et légumes est de son côté affecté par des problèmes de main d'œuvre. Les saisonniers sont bloqués dans leur pays d'origine par les restrictions de déplacement imposées.

Mais le principal problème est « **la chute des prix**, que **l'on constate surtout dans le secteur laitier** », a reconnu Janusz Wojciechowski devant les députés de la commission agriculture du Parlement européen.

De nombreuses voix se sont élevées pour que l'exécutif européen intervienne directement sur les marchés pour **soutenir les prix**. Mardi soir, le ministre français de l'agriculture Didier Guillaume lui a demandé **d'activer les mécanismes de soutien prévus par la Politique agricole commune** (Pac), comme **le stockage privé d'excédents pour le lait ou la viande**.

Mais **le budget de la Pac** est limité, a expliqué le commissaire polonais aux eurodéputés. « Nous n'avons pas de fonds supplémentaires nous permettant d'intervenir sur les marchés », a-t-il argué, alors que 2020 est la dernière année du budget pluriannuel en cours. « Pour ce qui est de l'intervention sur les marchés tout dépend des possibilités budgétaires dont nous disposons. Or, elles sont limitées », a-t-il affirmé.

Il a rappelé les mesures déjà prises par l'exécutif européen pour soutenir les secteurs agricole et agro-alimentaire : avances sur les paiements directs, changement des règles sur les aides d'État pour permettre un soutien financier jusqu'à 100 000 euros par exploitation. Il a également suggéré que les États membres aient recours aux fonds non utilisés au sein du deuxième pilier de la Pac, le développement rural, qui représentent selon lui des sommes « énormes ».

« Si on prend tout en considération (...), on arrive à une exécution totale de 82 % pour la France, 86 % pour l'Allemagne et pour l'Espagne 85 % des fonds ont déjà été appelés », a-t-il énuméré. « Un certain nombre de pays ont des marges importantes (...) on arrive à 1,5 voire 2 milliards d'euros. Ce sont des sommes très importantes qui peuvent être aujourd'hui utilisées pour financer des actions d'urgence », a-t-il expliqué.